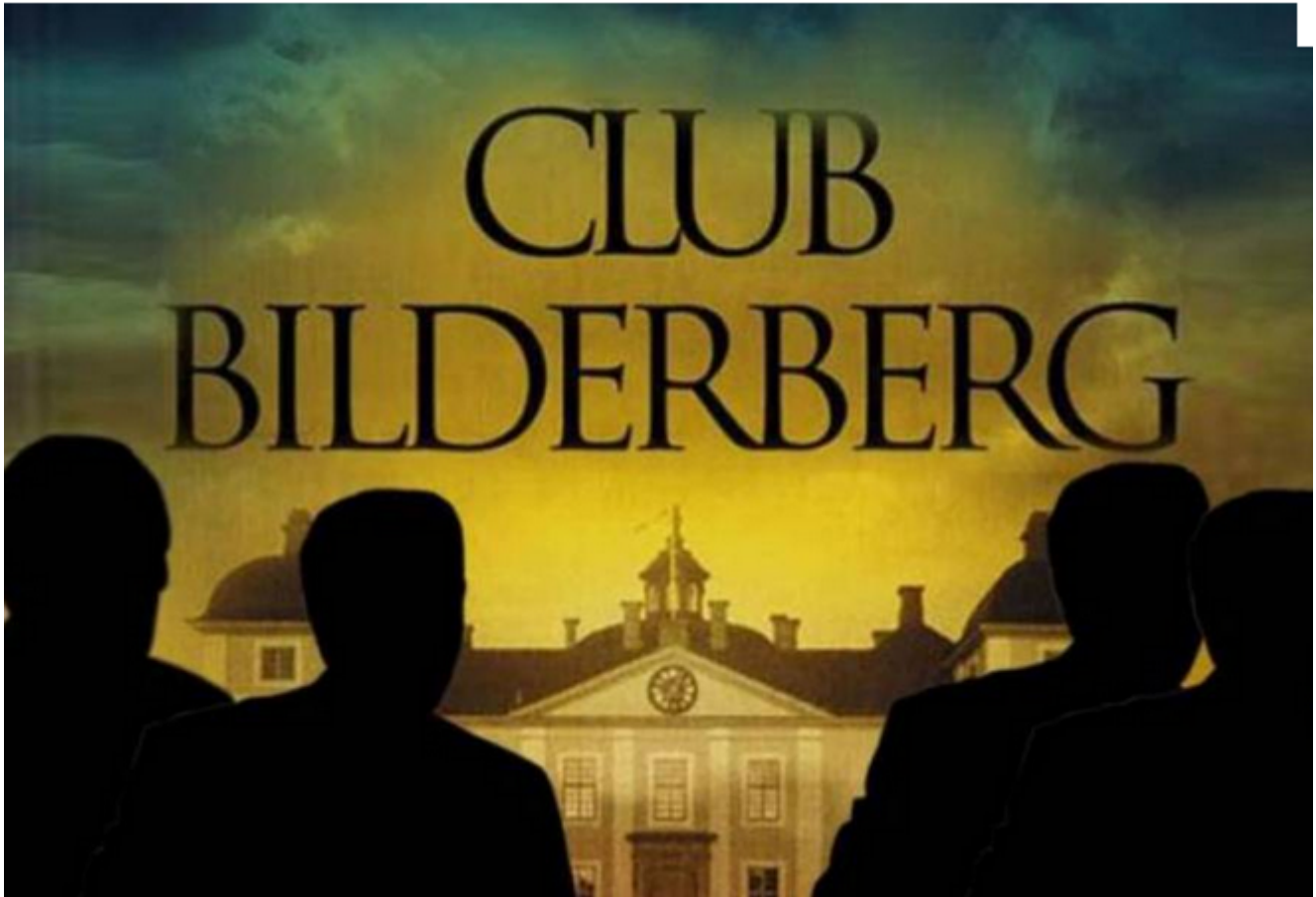


La conjuration transnationale contre la souveraineté des peuples



Qui ne s'est jamais interrogé sur la conjonction étrange et, pour tout dire un peu contre nature, qui s'établit entre la politique dite de droite et celle menée par les gouvernements de gauche ?

Qui n'a pas été un peu sidéré par les désistements électoraux des uns pour les autres au détriment de l'expression, marquée d'une grande clarté, de la volonté populaire ?

Qui ne s'est un peu étonné de la dissonance cognitive qui s'empare de nos élites au point de mettre au jour l'opposition systématique qui se manifeste entre leur discours empreints d'une conviction affichée et leur pratique émolliente du

pouvoir ?

Je suis sûr que nous sommes nombreux, proches ou non du parti émergeant dans le paysage politique français, « le Front National », à nous être étonnés de voir un rapprochement aussi « bizarre » que celui de Christian Estrosi avec les vieux caciques du PS ou bien encore d'entendre Martine Aubry, vieille prêtresse de l'orthodoxie socialiste, appeler à voter pour Xavier Bertrand, le grand Satan encore vilipendé peu avant.

Ce mystère n'est en fait une énigme que pour ceux qui ignorent l'existence d'une vaste organisation plus ou moins formelle, plus ou moins intégrée qui dirige les affaires de notre pays et même au-delà, celle de l'Europe voire, du monde entier.

Certains connaissent l'existence de la « maçonnerie » et se demandaient, comme moi, quelle était la raison d'être d'une telle mouvance aussi secrète et aussi jalouse de son intimité, de ses cooptations confraternelles et de ses buts secrets, en regards des principes républicains.

Ce questionnement n'est probablement plus de mise.

On a vu, lors des dernières élections régionales, combien le Grand Orient de France ou la Grande Loge de France pouvait avoir d'influence sur les instances de la République par la manipulation de ses supposés serviteurs.

En réalité, il ne fait pas de doute, pour tout esprit objectif et un tant soit peu averti, que la Franc-maçonnerie est un Etat dans l'Etat qui fait et défait les majorités, conçoit et défait toutes les politiques de notre pays. Cette entité est un peu le cercle de réflexion où se préparent, se négocient et se finalisent toutes les perspectives qui sont mises en œuvre par des organismes encore plus opaques, mais bien plus opérationnels que ce « concile philosophique ».

Ceux-ci sont au nombre de trois et ils sont les lieux

organiques auxquels rien n'échappe en matière de directive politique concernant notamment notre pays.

1) Le premier est dénommé BILDEBERG. Philippe de Villiers en parle clairement dans son dernier livre « Le moment est venu de dire ce que j'ai vu. ». C'est un rassemblement de 130 membres, Américains et Européens du monde des affaires, des sphères diplomatiques, de la presse ou du monde politique. Antoine Pinay et Guy Mollet en furent les « invités ». La qualité d'invité permettant à chacun de se prémunir contre toute accusation de collusion incompatible avec la défense d'un quelconque intérêt lié à sa fonction au service du pays. On y compte aujourd'hui Henri de Castries, patron du grand groupe d'assurance AXA.

Cette association se réunit une fois par an. Son objectif principal est de « promouvoir une entente harmonieuse entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique ». Chacun pourra y déceler le risque éminent d'un alignement de la première sur les volontés hégémoniques des seconds.

2) Le deuxième est le SIECLE. C'est un [club d'influence](#) fondé en [1944](#) par [Georges Bérard-Quélin](#). Cette association regroupe nombre des principaux dirigeants politiques, économiques, culturels et médiatiques de la [France](#). Elle est d'essence « élitiste », regroupant essentiellement des Enarques bien formatés, hommes politiques de droite et de gauche, hommes d'affaires ou dirigeants de la presse.

Elle se réunit une fois par mois dans un lieu dont le luxe à nul autre pareil pour un dîner au cours duquel les décisions sont prises puis transmises par des relais au « pouvoir ». C'est dans une réunion de ce type, le 25 avril 2011, que fut prise la décision de mener celui auquel nul n'aurait songé à la Présidence de la République : François Hollande.

Outre l'ex-président du conseil général de la Corrèze, on y trouve Messieurs Valls et Jospin, Madame Nicole Notat

(syndicalisme), Olivier Duhamel (presse), Thierry Breton (banque), Alain Lamassoure (politicien européen), DSK, Levy (Publicis), J. Barrot, François Bayrou, Jack Lang, Sarkozy et bien entendu, Attali, outre une armée d'autres qui tous nieront bien sûr la qualité de membre, lui préférant celle d'invité qui les implique bien moins officiellement. La collusion est totale entre politique, presse, finance, banque et politique.

Dehors, il y a nous tous, les fidèles de la messe démocratique de l'église républicaine en laquelle nous croyons mais qui est ramenée par ces beaux messieurs au rang de triste leurre. Ce leurre occupe le peuple et lui donne le sentiment d'agir sur son destin, alors que celui-ci lui échappe totalement.

3) Le dernier élément de ce tragique trio est la « French American Foundation » (FAF) qui fonctionne sous l'étroite surveillance du « Council of Foreign Relations» (CFR) d'essence purement américaine et singulièrement destiné à la défense des intérêts purement américains.

La stratégie de cette entité est la globalisation de l'économie, plus communément connue sous l'appellation de mondialisation. Il s'agit en réalité de la gestion de l'économie par et au profit premier des Etats-Unis.

Son objectif affiché est : « établir un nouvel ordre mondial ».

Vu sous cet angle, on peut sans doute mieux distinguer la raison de la dissolution des souverainetés des pays européens. On peut deviner les motivations qui sous-tendent les négociations commerciales transatlantiques (TAFTA). On comprend mieux la catastrophique gestion laxiste des mouvements migratoires dont sont victimes nos vieux pays d'Europe, celle des guerres absurdes en Libye, en Syrie ou en Irak.

Le FAF, initié par la Maison Blanche, regroupe les mêmes

individus déjà cités plus haut : Hollande, Valls, Giscard, Moscovici, Montebourg, Juppé et même (plus surprenant) Dupont-Aignan et tant d'autres encore.

Le noyautage de la société française et de ses instances est total, depuis l'Elysée jusque dans les moindres rédactions, y compris dans celle du très conventionnel Joffrin, en passant par les banques (la Franco-américaine LAZARD de Mathieu Pigasse jouant un rôle pilote et centrale) et comme on l'a vu dans les grandes entreprises (Parisot, Antoine Seillière, Dassault, Jaffré, Gallois etc....).

Lorsque le décor est levé, lorsque les acteurs sont démasqués. Lorsque la collusion est démontrée, alors, de concert, tous ces jolis conspirateurs ont unanimement pour défense la dénonciation du propos « complotiste ». Toutes ces évidences seraient des montages simplistes destinées à promouvoir la théorie du complot.

Or, ce n'est pas d'un complot que la dénonciation est faite, mais celle d'une conjuration transnationale du grand capital mondialisé qui fait fi de la nature humaine et promeut les privilèges d'un petit nombre au détriment de tous les autres.

Cette machination perfide s'appuie sur la passivité, l'ignorance et la peur des citoyens.

Souvent, la politique est perçue comme une arme obsolète impropre à la résolution des problèmes du quotidien.

Et si par hasard, comme il est fait ici, l'un ou l'autre s'aventure à exposer la nature exacte de l'accaparament de la réalité du pouvoir républicain par ces ombres sans nom, alors, il peut être sûr d'être assimilé aux meutes fascistes d'antan. Il peut être certain que ses affirmations seront amalgamées à l'idéologie nazie et que, comme telles, elles seront étouffées et réduites à un brûlot agitateur surgi d'un passé tristement rappelé.

Nos concitoyens n'ont pourtant pas, dans l'expression de leur majorité, une véritable idée des « non choix » qui leur sont offerts.

Ainsi, en ce qui concerne la France, a été établi un carcan électoral qui a pu donner un temps l'image de la diversité mais qui, à l'évidence, montre aujourd'hui toute la connivence des forces supposées opposées.

Ce que je sais et qui me donne confiance malgré tout dans l'avenir, c'est que, comme l'a dit Marion Maréchal Le Pen, il est toujours possible de retarder l'avènement d'une volonté populaire, mais il est impossible de l'empêcher définitivement. La France l'a prouvé en de nombreuses circonstances par le passé.

Jean-Jacques FIFRE